



PREFECTURE DE LA DORDOGNE

110044

CABINET DU PREFET
SERVICE INTERMINISTERIEL
DE DEFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE
2, rue Paul Louis Courier
24016 - Périgueux cedex
Tél. : 05 53 02 24 24
Télécopie : 05 53 08 88 27

Arrêté préfectoral relatif à la création du comité local d'information et de concertation (C.L.I.C.) de l'entreprise POLYREY, usine de COUZE à BANEUIL

La Préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 125-2 ;

VU la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

VU la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2001-899 du 1^{er} octobre 2001 portant abrogation des dispositions réglementaires relatives à la certification conforme des copies de documents délivrés par les autorités administratives ;

VU le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement ;

VU la circulaire du Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06 1493 du 8 août 2006 relatif à la création du comité local d'information et de concertation (C.L.I.C.) de l'entreprise POLYREY, usine de COUZE à BANEUIL, complété et modifié par l'arrêté préfectoral n° 06 1907 du 25 octobre 2006 et par l'arrêté préfectoral n° 07 1257 du 14 août 2007;

SUR la proposition de Mme la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,

Arrête

Article 1er : L'arrêté préfectoral n° 090109 du 30 janvier 2009 est abrogé.

Article 2 : Crédation du comité local d'information et de concertation (C.L.I.C.)

Un comité local d'information et de concertation multi-établissements est créé pour les sites industriels, classé SEVESO « seuil haut », suivant :

Entreprise **POLYREY** – Usine de Couze, sur la commune de Baneuil (24150).

- Le périmètre du CLIC correspond à un rayon de 400 mètres (risques toxique, incendie, explosion), défini dans le cadre du **Plan Particulier d'Intervention (PPI)**.

Article 3 : Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 2 est réparti en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Président : M. Jean-Paul MINGASSON, membre du collège riverain

Le collège « Administration » comprend :

- La Préfète de la Dordogne ou son représentant,
- Le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la préfecture ou son représentant,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- Le Directeur Départemental des territoires ou son représentant,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi, des entreprises, de la concurrence, de la consommation (unité territoriale de la Dordogne) ou son représentant,
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Dordogne ou son représentant.

Le collège « Collectivités territoriales » comprend :

- M. Serge MERILLOU, Conseiller général du canton de LALINDE,
Suppléant : M. Michel BOURGEOIS, Conseiller général du canton de SIGOULES
- M. Michel BECHADERGUE, conseiller municipal de COUZE SAINT FRONT
Suppléant : M. Alain BAPTISTE, conseiller municipal de COUZE SAINT FRONT
- M. Guy RAIMBAULT, conseiller municipal de LALINDE
Suppléant : M. Jacques MANDON, conseiller municipal de LALINDE
- M. Gilles CHOLET, conseiller municipal, adjoint au maire de BANEUIL
Suppléante : Mme Edith DEVRIES, conseillère municipale maire de BANEUIL

Le collège « Exploitant » comprend :

- M. le Directeur de l'entreprise POLYREY ou son représentant,
- Mme Isabelle MEYRIGNAC, responsable Sécurité – Environnement,
- M. Damien LARUE, entreprise POLYREY
- M. Mickael VITRAT, entreprise POLYREY
- M. Vincent MENEGON, entreprise POLYREY

Le collège « Riverains » comprend :

- M. le Directeur de l'entreprise COFATECH à Baneuil ou représentant,
- M. Jean-Paul MINGASSON, demeurant à Saint Amand de Vergt, en qualité de personne qualifiée,
- M. Daniel GARRIGUE, Député, en qualité de personne qualifiée,
- M. Michel CHAUVEROCHE, Président du comité de loisirs de Port de Couze à Lalinde.

Le collège « Salariés » comprend :

- M. Didier DECHAMP,
- M. Laurent CADIOU,
- M. Laurent BARTHOUMIEUX,

Les membres sont nommés pour une durée de **trois ans** renouvelable. Chaque membre peut mandater un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvées par la moitié des membres présents ou représenté

Article 4 : Missions du C.L.I.C.

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'informations entre les différents représentants des collèges sur des actions menées par les exploitants des installations classées, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations. En particulier :

- le comité est associé à l'élaboration du PPRT (plan de prévention des risques technologiques) et émet un avis sur le projet de plan en application de l'article L.515-22 du code de l'environnement. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés,
- le comité est informé par l'exploitant des éléments contenus dans le bilan décrit à l'article 6. L'exploitant justifie le contenu du bilan,
- le comité est informé le plus en amont possible par l'exploitant des projets de modification ou d'extension des installations visées à l'article 1,
- le comité est destinataire des rapports d'analyse critique réalisée en application de l'article 3 du décret n° 77-133 du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation,
- le comité est destinataire des plans d'urgence et est informé des exercices relatifs à ces plans,
- le comité peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés,
- le comité peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

Le président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L.515-26 du code de l'environnement.

Sont exclues du cadre d'échange et des éléments à porter à la connaissance du comité, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance ou à faire obstacle à l'application des mesures visées par le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990.

Article 5 : Experts :

Le comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3 (6°) du décret du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Le comité met, au moins annuellement, à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

Article 6 : Organisation du C.L.I.C.

Le comité se réunit au moins une fois par an et, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

Le secrétariat du CLIC est assuré par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement, subdivision de la Dordogne, en liaison avec la sous-préfecture de BERGERAC.

Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée. Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

Article 7 : Information du C.L.I.C. :

L'exploitant adresse au comité avant le 31 mars de chaque année, un bilan, sous forme papier et numérique, qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût,
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article 3 (5°) du décret du 21 septembre 1977,
- les comptes rendus des incidents ou accidents de l'installation tels que prévus par l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte,
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques,
- la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

Les collectivités territoriales membres du comité informent le comité des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

Article 8 : Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 9 : Exécution –publication :

La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, Le Sous-Préfet de BERGERAC, ainsi que les responsables des administrations mentionnées à l'article 3, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne et fera l'objet d'un affichage en mairies de BANEUIL, LALINDE et COUZE SAINT FRONT.

Fait à Périgueux, le

12 JAN. 2011

La Préfète

Béatrice ABOLLIVIER